

# Les deux faces de l'esprit du capitalisme et leur crise

**Pierre Dockès**  
***Cercle des économistes***

Max Weber, au-delà des dimensions économiques, technicistes et matérielles qu'il était loin de négliger, donnait à l'esprit du capitalisme un rôle important dans la formation de ce mode de production : montée de l'individualisme, « désenchantement du monde », développement de la rationalité, du calcul égoïste. Il insistait sur les valeurs puritaines, celles des calvinistes, en un temps où le capitalisme était essentiellement un phénomène occidental émergeant dans l'Europe du Nord, les Pays-Bas, l'Angleterre, les États-Unis, d'où le lien à la Réforme. Ce faisant, il minorait l'importance d'un premier capitalisme, particulièrement dans des villes italiennes. Le catholicisme n'avait pas été une entrave au développement capitaliste de Gêne, de Venise ou de Florence. De même le rôle des minorités culturelles ou religieuses, particulièrement des juifs, a été important aussi bien pour l'émergence d'un premier capitalisme à la fin du Moyen-âge qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

**L'esprit du capitalisme** ne saurait être comprimé dans les relations entre les religions et l'économie. Les traditions culturelles, les mentalités dépendent de nombreux autres facteurs qui interfèrent avec le religieux. Pensons en particulier aux types de familles, d'habitat, à la transmission patri ou matrilinéaire des patrimoines, facteurs aux influences majeures dans la très longue durée. Les mentalités nationales diffèrent les unes des autres et il est possible de distinguer la tradition libérale anglaise, l'esprit égalitaire et compétitif américain, les tendances colbertistes et égalitaires françaises, l'ancrage si profond, si durable du corporatisme en Allemagne, l'absence d'État et l'élitisme italien.

Les mentalités et les représentations du monde sont donc diverses dans le temps et l'espace. Les mentalités d'un Jacob Fugger ne sont pas celles de James Watt ou de Matthew Boulton et celles-ci diffèrent de celles d'Henry Ford ou de Bill Gates. Les changements sociaux et politiques sont venus appuyer les transformations des mentalités. L'esprit capitaliste n'était à l'origine que celui de quelques entrepreneurs. Il s'est étendu aux états-majors des firmes, cadres et ingénieurs, à toute une classe moyenne d'artisans et de commerçants, il tend aujourd'hui à se généraliser à des couches de plus en plus importantes. Cela ne s'est pas fait sans des résistances. Cela a été le cas dans la paysannerie naguère, dans la classe ouvrière évidemment, chez les enseignants souvent, aujourd'hui dans de nombreuses catégories contestataires. Là aussi la diversité des traditions joue un rôle. À côté des contestations « positives » bâties sur un socle d'idées d'alternatives, il faut prendre en compte les résistances « négatives » des mentalités traditionalistes, celles des défenseurs de la rente contre le profit, des monopoles historiques contre la concurrence, de la fermeture contre l'ouverture, de l'héritage contre l'innovation.

Aujourd'hui, la diversité des capitalismes est considérable dans l'espace et la liaison est claire entre ce pluralisme des formes et la diversité des aires culturelles. Il y a donc des esprits du capitalisme. Le développement du Japon, puis des pays du Sud-Est asiatique, enfin de la Chine et de l'Inde s'est construit sur des traditions culturelles et religieuses très différentes de l'Occident et différentes entre elles. Le rôle du shintoïsme, du confucianisme, du bouddhisme et de l'hindouisme a été considérable pour donner leurs formes originales à ces capitalismes asiatiques. De même se pose la question des relations entre l'islam, là aussi en prenant en compte la diversité des traditions, et le capitalisme. L'islam oppose-t-il une résistance radicale au développement du capitalisme du fait d'une incompatibilité des valeurs ? Ne faut-il pas plutôt distinguer, au sein de la diversité de ses cultures, les aspects compatibles ou même favorables au développement d'un capitalisme lui aussi original ? L'adaptation des certaines institutions financières respectant les règles de la charia au monde moderne n'est pas sans ressemblance avec les contournements proposés par la

doctrine scolastique.

Non seulement le capitalisme est diversifié selon les temps et les espaces culturels, mais il est difficile de préciser ce que l'on entend par capitalisme. Si on le reconnaît quand on est devant, il est plus difficile de le définir. Le concept fuit devant nous, il se transforme, comme se transforme la réalité elle-même. Ce n'est pas seulement le capitalisme à la Marx, capitalisme productif, industrialiste et fondé sur le rapport salarial de masse (les rapports sociaux de production). Pas seulement, comme pour Fernand Braudel, le jeu du capital financier qui, d'en haut, exerce son pouvoir sur l'économie, l'oriente, l'exploite ou la dynamise. Et, enfin, le capitalisme n'est pas simplement l'économie de marché.

La distinction entre l'économie de marché (et la doctrine du libéralisme qui lui est associée) et le capitalisme est essentielle. Certes les marchés sont nécessaires à l'essor du capitalisme. Il faut une densité, une intensité suffisante des échanges (donc la monétarisation), des nœuds de transaction, des *market places*, ces lieux où des marchandises s'échangent avec des règles instituées par les États ou les marchands eux-mêmes. Mais l'économie de marché au sens où l'économie est essentiellement régulée et dynamisée par le fonctionnement efficient de marchés de libre concurrence n'est nullement nécessaire au capitalisme. Et l'on peut même observer avec F. Braudel et I. Wallerstein que tout un aspect du capitalisme tourne le dos au marché concurrentiel et cherche au contraire le privilège et le monopole. À l'époque de l'essor capitaliste, les libertés étaient d'ailleurs conçues comme des privilèges, en particulier les libertés des marchands.

Le développement du capitalisme a cependant demandé la levée de réglementations qui apparaissaient comme des entraves archaïques, « féodales », qui imposaient des règles très strictes à l'emploi des hommes, des machines, règles à la fois protectrices de la main-d'œuvre et l'encadrant strictement. Le capital a toujours eu cette double dynamique contradictoire, l'une brisant les protections ou les monopoles (des autres), l'autre demandant des protections, des monopoles et des privilèges (pour soi-même).

Certaines libertés, cependant, sont des conditions nécessaires à l'essor capitaliste. D'abord certaines libertés civiles. Le capital n'a pas besoin de, et ne produit pas, la démocratie. Pour lui, par exemple, l'absence de suffrage universel n'est pas une gêne et, sans même parler de la démocratie sociale, il est clair que le capital peut se satisfaire d'un despotisme éclairé ou d'un sévère encadrement des travailleurs, voire bien pire<sup>1</sup>. Mais le capital a besoin de l'État pour garantir la propriété et les contrats, et il a besoin de limiter l'arbitraire de l'État, d'abord en matière fiscale, de libre implantation des entrepreneurs, de circulation des marchandises. L'arbitraire et l'excès fiscal pesant sur les élites économiques ou sur le capital, très mobiles internationalement, sont également dommageables en termes d'implantation.

Plus encore, toute l'histoire du développement économique de l'Europe et des États-Unis montre que la liberté de penser, les libertés religieuses ont été essentielles. On le voit négativement avec les expulsions par l'Espagne des juifs et des musulmans, par la France des protestants (et l'homogénéisation religieuse de pays musulmans produit des effets identiques) ; on le voit positivement avec les réussites des Pays-Bas, puis de l'Angleterre, enfin des États-Unis. La morale de la tolérance n'a pas à se chercher des justifications économiques, mais il est clair qu'elle est un facteur important sur ce terrain. Ajoutons que ces libertés civiles, ces libertés économiques, ces libertés religieuses ont fini par produire une dynamique libérale générale et finalement, appuyée par les revendications et les luttes populaires, la démocratie.

Ces libertés diverses, et les institutions qui les protègent et les mettent en œuvre, sont des conditions nécessaires au développement du capitalisme. Elles sont la preuve que, sous les

---

<sup>1</sup> Des formes diverses de travail forcé, de servage, d'esclavage, y compris l'exploitation de la main d'œuvre concentrationnaire. Cependant, ce qui est vrai à la « périphérie » du monde capitaliste n'est pas vrai au « Centre », du moins pas systématiquement et pas durablement.

diversités des capitalismes, *il est des permanences*. Or, lorsque l'on cherche la permanence dans le temps et une certaine unité dans l'espace, on est nécessairement confronté à *l'esprit du capitalisme*.

L'esprit du capitalisme, ce n'est pas seulement les mentalités ni même les représentations du monde aux lentes évolutions. Le mot *Geist* employé par Max Weber<sup>2</sup> ne peut manquer de faire référence à la tradition de la philosophie idéaliste, particulièrement à Hegel chez qui *Geist* est synonyme d'Idée, de principe vital du monde, le développement historique réel en étant la manifestation dialectique<sup>3</sup>. Il faut également se référer à la tradition folklorique si puissante en Allemagne, renouvelée par les frères Grimm (en référence au *Volksgeist*). L'esprit, c'est la raison d'un phénomène, son principe de développement (*ratio*, y compris la raison au sens mathématique qui nous fait passer d'un terme à l'autre d'une série).

D'où, pour appréhender l'esprit du capitalisme, la nécessité de recourir à l'histoire. Non pas aux philosophies de l'histoire comme mouvement d'ensemble, mais à l'histoire réelles des mentalités et des représentations. Il n'est donc pas anormal de partir en se situant, en amont de ce mode de production et des mentalités qui le caractérisent (ou du moins en amont du basculement vers la domination de la nouvelle logique - la fin du XVIII<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> en Angleterre – dans la mesure où on a affaire à une longue émergence). Max Weber a raison de nous emmener aux Pays-Bas au début du XVII<sup>e</sup> siècle, après le développement du calvinisme, au temps des grandes controverses politico-théologiques, dans la mesure où la croissance économique – capitaliste – d'Amsterdam et des Pays-Bas sera spectaculaire au cours de ce siècle. La France de Louis XIV, un pays en retard sur le terrain économique, est un bon point de vue pour observer, *a contrario*, « l'esprit d'Ancien régime » à son sommet (même s'il a déjà subi de profondes altérations).

## L'esprit d'Ancien régime

Je voudrais mettre l'accent sur deux caractères majeurs de l'esprit d'Ancien régime. Renversés, ils correspondront aux deux faces de l'esprit du capitalisme.

*La « part maudite » : la gloire, la dépense, le don*

L'économie est alors animée par la dépense des Grands, elle est pensée comme telle<sup>4</sup>. Un flot d'argent ruisselle du Prince et irrigue la grande noblesse (d'où la spécificité de la société de Cour), puis en descendant, toutes les couches de la société et toutes les provinces (le « retour » se fait par l'impôt). La métaphore du roi-soleil et des rayons d'or qui en émanent est parlante. Si la vertu d'épargne se glisse déjà dans quelques travaux mercantilistes, le grand seigneur est celui qui dépense sans compter, qui entretient toute une « clientèle » et dont la grandeur tient à la largesse de ses dons, et cela en opposition au roturier qui, dans le monde du *negotium* – et non du libre et noble *otium* – doit mesurer ses moyens, calculer. Le grand seigneur ne donne pas *en échange* de la fidélité de ses dépendants, on reste dans la logique du don – contre-don, de la Gloire, de la « signalisation » de la puissance. Nous retrouvons ici les analyses de Georges Bataille dans son célèbre ouvrage, *La Part maudite*<sup>5</sup>. Dom Juan est un grand seigneur *méchant homme* car il entre dans le monde de l'échange (il propose le mariage) et il triche ou paye en fausse monnaie. Dans ce monde, si la monnaie

---

<sup>2</sup> *Die Protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus*, publié en 1904-1905.

<sup>3</sup> Le réel est la manifestation de l'esprit : « *Alles Wirkliche ist die Erscheinung des Geistes* ».

<sup>4</sup> La querelle du luxe au XVIII<sup>e</sup> siècle est encore une querelle d'Ancien régime. Rappelons que la *Fable des abeilles* de Bernard de Mandeville (1723), l'*Essai politique sur le commerce* (1734) de Jean-François Melon, *Le Mondain* (1736), la *Défense du Mondain* (1737) de Voltaire défendent l'idée que le luxe a des conséquences économiques positives et que les moralistes qui combattent le luxe font le plus grand mal à la richesse du royaume, au revenu du Prince et au niveau de vie des habitants.

<sup>5</sup> Georges Bataille, dans la quatrième partie de *La Part maudite* et à la suite de Max Weber, étudie en particulier le rôle de la Réforme dans les origines du capitalisme : à l'opposé du monde ancien fondé sur la dépense, le don - contre-don, l'expulsion de l'énergie en excès, la morale calviniste qui forge l'esprit du capitalisme.

joue un rôle essentiel, c'est la monnaie du Prince, celle que le roi et les Grands dépensent, la substance d'un circuit de l'État à l'État. Un gentilhomme n'accumule pas, il faut être un Harpagon pour le faire : l'avarice, péché *capital*, est péché de celui qui retient et ne dépense pas, certes, mais surtout de celui qui accumule pour accumuler, péché *du capital*. L'aristocrate, lui, accumule gloire et pouvoirs, un autre monde !

### *L'ordre ou le refus de l'innovation, les conceptions du risque et du temps*

Un autre aspect de l'esprit d'Ancien régime, les représentations dominantes en matière d'innovation, de risque et de conception du temps, doit être pris en compte. L'innovation, alors, c'est encore le mal, un héritage des conceptions médiévales. Non que l'on n'innove pas<sup>6</sup>, mais le bien c'est l'*ordre*, celui de la tradition.

C'est d'abord le cas socialement. On est dans une *société d'ordre*. D'une côté, il faut « tenir sa place », et de l'autre « rester à sa place ». L'*envie* est le péché de celui qui désire la position de son supérieur naturel ; l'*orgueil*, le péché de celui qui se croit digne d'une position supérieure. On peut en rire avec Molière et son *Bourgeois gentilhomme* : comment peut-on être bourgeois et gentilhomme ! Pour les Catholiques, le refus de l'innovation est avant tout religieux (et nous voyons déjà en contrepoint le choc de la Réforme, cette innovation majeure). Mais la peur de l'innovation est générale, économique et technique, fiscale (malgré les efforts des gouvernements). Bien entendu, les chocs paradigmatiques sont le bouleversement l'ordre chrétien avec la Réforme, de l'ordre céleste avec Copernic et Galilée (si la terre elle-même se met en révolution...).

Dès lors, les conceptions dominantes à l'égard du risque doivent être interrogées. L'aristocratie se pense guerrière, elle l'est encore. Le risque est au cœur du « métier » et il doit être pleinement assumé, désiré. Le risque est aussi central pour les marchands à la grosse aventure. Cependant, ils ne sont pas censés gagner contre le hasard, ils ne *jouent* pas : leurs profits sont légitimes parce que commerciaux et non parce qu'ils tentent le sort. Ils subissent le risque, il l'assument en se plaçant dans la main de Dieu qui donne ou reprend<sup>7</sup>. Il reste alors quelque chose de la condamnation médiévale de l'assurance : l'Eglise interdisait l'assurance car nul ne doit se prémunir contre la Providence. La différence est nette avec nos mentalités. Aujourd'hui, on considère que permettre l'assurance contre les risques de son fait, ce n'est pas seulement inefficace économiquement, mais c'est moralement condamnable. De même est condamné l'action d'un PDG *assuré* de bénéficier d'un parachute doré et dont l'action conduit – prise de risque inconsidérée ou simple mauvaise gestion - à la ruine des actionnaires et au chômage des salariés. Or hier, on admettait mal que l'on puisse s'assurer contre la Providence. Certes le prêt à la grosse aventure est généralisé depuis des siècles, mais il tourne la condamnation<sup>8</sup>, certes Colbert lui-même légifère en matière d'assurances, mais les mentalités restent réticentes à l'idée que l'on puisse prendre un risque et ne pas en assumer pleinement les conséquences éventuelles.

Naturellement, l'opprobre est jeté (et en partie jusqu'à nous) sur les jeux d'argent et de hasard. Trois fois condamnés parce que jeux (du moins en ce qui concerne les jeux

---

<sup>6</sup> Même les plus grands innovateurs intellectuels sont contre l'innovation (Thomas Hobbes par exemple et jusqu'à Rousseau).

<sup>7</sup> Dans le *Marchand de Venise*, à Shylock qui justifie, non le recours à l'intérêt, mais le contournement de son interdiction en s'appuyant sur le stratagème de Jacob gardant les moutons de son oncle Laban (Jacob devait recevoir tous les agneaux rayés ou tachetés pour son salaire, et il avait placé des baguettes de bois dont il avait lacéré l'écorce devant les brebis pour les inciter à concevoir des agneaux rayés), Antonio répond que ce profit est justifié car il repose sur le risque, « a venture », mais que cela ne justifie en rien l'intérêt : « *This was a venture, sir, that Jacob serv'd for ; A thing not in his power, to bring to pass, But sway'd and fashion'd by the hand of heaven. Was this inserted to make interest good ? Or is your gold and silver ewes and rams ?* » (et Shylock répond « *I cannot tell ; I make it breed as fast* »).

<sup>8</sup> Le prêteur qui avance une partie des fonds reçoit une part importante en cas de succès, ou un intérêt élevé, mais il perd sa mise si le bateau fait naufrage.

« gratuits », à l'opposé des jeux formateurs), parce que d'argent (lorsqu'il s'agit d'argent gagné, sinon en dormant, du moins sans cause légitime et au détriment d'autrui : « ce que l'un perd, l'autre le gagne ») et parce que de hasard (s'il est légitime d'assumer des risques, il ne l'est pas de tenter le sort). Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la bataille contre les Loteries est emblématique, par exemple celles inventées par ... Casanova : tout se tient !. L'opprobre est cependant sélectif puisque l'interdit des jeux d'argent ne concerne pratiquement que le peuple, le Roi et les nobles de haut rang jouant et perdant des sommes considérables qui attestent leur richesse et leur rang.

La conception du temps, elle-même, n'est pas encore pleinement sortie du Moyen-âge. On ne joue pas contre, on ne gagne pas sur le temps car, comme l'expliquait Guillaume d'Auxerre au XIII<sup>e</sup> siècle, le temps est à Dieu. Certes, la condamnation du prêt à intérêt est tournée depuis cette époque<sup>9</sup>, depuis en particulier Albert le Grand et Thomas d'Aquin, mais là aussi, elle est tournée, pas affrontée. Quant aux profits marchands, ils sont avant tout considérés comme des gains dans l'espace ; le profit sur le temps ne sera réellement pensé qu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècles.

### **Une double rupture à l'origine de l'esprit du capitalisme**

À partir de ces deux caractères, il est possible de mettre l'accent sur les ruptures à l'origine des deux faces de l'esprit du capitalisme.

*« Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes »*

Le premier basculement est celui de l'accumulation du capital, de l'accumulation pour le profit et du profit pour l'accumulation. Jusqu'au « Accumulez, accumulez, c'est la loi et les prophètes » de Marx, qu'il faut (aussi) prendre au pied de la lettre, la lettre qui fonde une religion laïque (cf. la contribution de Marc Guillaume). C'est la transformation sur laquelle Max Weber met l'accent. Une nouvelle conception religieuse conduit à une autre interprétation de la morale chrétienne, donc à de nouveaux comportements et finalement à l'esprit du capitalisme.

Si la logique du capitalisme est l'accumulation du capital pour l'accumulation du capital (achat de force de travail et investissement en capital technique) par la médiation du profit, et si l'on abandonne (ou si on complète) la conception matérialiste de Marx, l'attention se porte sur les mentalités. Accumuler pour accumuler, le profit n'étant qu'une médiation, ne peut être que le résultat d'une mentalité très spécifique, rationnelle et calculatrice, individualiste et matérialiste, tournée vers la recherche du profit, vers l'enrichissement, non plus pour montrer sa richesse ou pour en faire usage, pour en jouir ou acquérir un pouvoir politique, mais pour accumuler encore davantage, un esprit bourgeois.

La mentalité du bourgeois s'oppose à la mentalité aristocratique de la dépense (comme plus tard à celle de l'artiste – bohème ou à celle de Georges Bataille). L'épargne, l'épargne préalable, devient centrale. D'où procèdent les théories des économistes classiques. La mentalité du bourgeois s'oppose aussi aux préceptes de la religion catholique. Pensons à la parabole du riche qui veut entrer au Paradis et surtout redisons que l'avarice est un péché mortel (ce n'est qu'avec l'invention du purgatoire au milieu du XII<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup> que la condamnation s'adoucit, perd son irréversibilité). L'avarice, est condamnée, non seulement comme rétention de la richesse, mais comme accumulation pour l'accumulation, la condamnation de la chrématistique (Harpagon fait de l'argent avec de l'argent, pour accumuler de l'argent<sup>11</sup>).

---

<sup>9</sup> André Lapidus, "La propriété de la monnaie : doctrine de l'usure et théorie de l'intérêt", *Revue économique*, n°6, novembre 1987, p. 1095-1110.

<sup>10</sup> Cf. de Jacques Le Goff, *La Naissance du purgatoire*, Gallimard, 1981 et *La Bourse et la vie*, Paris, Hachette, 1987.

<sup>11</sup> D'Aristote à Boisguilbert (condamnant l'argent qui de valet devient le maître) à Marx (le circuit A – M – A', argent- marchandise – argent, remplaçant le circuit M – A – M, marchandise – argent – marchandise).

Werner Sombart, puis Max Weber mettent l'accent sur les mentalités, sur leur formation dans le temps long de l'histoire. L'esprit du capitalisme est d'abord un état d'esprit des bourgeoisies urbaines et marchandes. Sombart note déjà la présence de l'esprit de profit au Moyen-Âge, marginalement (le rôle alors des communautés juives). Les thèses de Max Weber sont plus diversifiées et complexes qu'on ne le dit souvent. Dans *Économie et Société*, il met l'accent, pour les Temps modernes, sur la montée de l'individualisme, de la rationalité, du calcul et de la comptabilité, sur « le désenchantement du monde », également sur la formation du salariat et la monopolisation des moyens de production par les capitalistes (s'il est un critique de Marx, il n'en est pas moins influencé par lui). Dans *L'Éthique protestante*, il donne aux mentalités calvinistes aux Pays-Bas un rôle décisif dans le développement du capitalisme.

Max Weber, on le sait, met l'accent sur la doctrine calviniste de la prédestination. Non seulement peu nombreux sont les élus (à la différence des Jésuites qui l'accorderont à tous), mais on ne fait pas son paradis par ses œuvres. En revanche, l'indice de l'élection, de la Grâce, est obtenu sur terre par la pratique d'une morale, par un comportement qui se refuse aux jouissances terrestres, par la réussite d'une vie, réussite spirituelle, mais aussi matérielle<sup>12</sup>. Le signe de la grâce est sur celui qui s'enrichit dans les affaires en adoptant un certain comportement moral et en particulier sur celui qui cultive l'abstinence. Il me semble que l'épargne, l'abstinence, le refus des jouissances et du luxe, constituent le point nodal de la rupture initiée dans les milieux calvinistes. L'épargne est vertu morale et ce n'est pas un hasard si les théories économiques justificatrices du capitalisme, dans l'Angleterre anglicane et calviniste du XIX<sup>e</sup> siècle, insistent sur l'abstinence (en particulier Senior). L'épargne préalable est la seule source d'accumulation du capital qui soit stable et pérenne, en un mot qui soit « saine ». Le crédit n'étant considéré que comme un instrument de trésorerie nécessaire pour lisser les différentiels spatiaux (d'où le lien avec le change) et temporels.

### *L'innovation magnifiée*

À ne mettre l'accent que sur l'épargne préalable et l'accumulation du capital, on manque un aspect décisif de l'esprit du capitalisme. L'esprit du capitalisme est également marqué par la révolution qui s'opère en matière d'innovation, une révolution qui a été précédée par les transformations des conceptions du risque, du crédit et du temps et qui, à son tour, a modifié ces conceptions.

La rupture par rapport à l'esprit d'Ancien régime centré sur l'ordre, la tradition, la permanence est d'abord celle de la Réforme. Les Protestants des diverses confessions sont ceux qui ont refusé la tradition, même si c'était au nom d'une tradition (comment penser autrement ?). Les membres de la religion réformée sont probablement mieux armés pour accepter les changements ou pour les mettre en œuvre. Ajoutons que, persécutés parce que réformés, ils ont été plus tolérants envers les diverses confessions ou sectes (et finalement *même* envers les catholiques<sup>13</sup>). Pensons à l'Amsterdam au temps de Spinoza, même si les tensions étaient vives.

La rupture affecte également l'ordonnement céleste avec la théorie de la révolution de la terre autour du soleil, la révolution copernicienne et galiléenne. L'idée du changement, et du changement positif, sera confortée au XVIII<sup>e</sup> siècle et surtout au XIX<sup>e</sup> siècle par la révolution de l'histoire, avec Pierre Bayle, les Lumières, Edward Gibbon et les « historiens whigs » ou bourgeois, Jules Michelet, Adolphe Thiers, Hippolyte Taine, les philosophes de l'histoire et bien sûr Marx. Darwin enfin vient abattre l'ancien fixisme des espèces. Pour que se construise l'esprit du capitalisme, il fallait que le temps de l'ordre intangible du monde finisse : dans les cieux, dans la société et dans le monde de la vie. Si les pays musulmans,

---

<sup>12</sup> Ne tombons pas dans les interprétations naïves. On n'est pas aux États-Unis à la fin du XIX<sup>e</sup> ou au début du XXI<sup>e</sup> siècle où celui qui fait de l'argent est supposé béni par Dieu, voire même plus il s'enrichit, plus il est béni ! On est plus proche des États-Unis puritains qui condamnent l'immoralité des affaires et l'avidité.

<sup>13</sup> La tolérance d'un John Locke s'arrêterait encore devant l'acceptation des catholiques !

si novateurs jusqu'aux temps modernes, n'ont guère participé activement au développement capitaliste, c'est probablement du fait de l'absence d'un esprit innovateur, initié dans le fait religieux lui-même (absence d'une Réforme).

Marx saisit parfaitement le caractère révolutionnaire du capitalisme. Dans le *Manifeste du parti communiste*, par exemple, il écrit : « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. [...] À la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. [...].

Mais le porteur de ce nouvel esprit du capitalisme, c'est le disciple de Marx et de Weber, J. A. Schumpeter. L'analyse par ce dernier du capitalisme et de sa fin fatale est passionnante, même si elle a été – jusqu'ici - démentie par l'histoire. Les sociétés anciennes, féodales ou d'Ancien régime étaient des sociétés de classes qui se maintenaient parce que la classe dominante, l'aristocratie, avait une fonction essentielle, la guerre. Cette classe restait forte tant qu'elle se renouvelait par l'intégration des nouveaux guerriers. Lorsqu'elle perdit son rôle, l'ancien système social fut balayé avec elle. Le capitalisme est également une société de classe, et la bourgeoisie restait forte tant qu'elle continuait à assurer une fonction de dynamisation de l'économie. Ceux qui la dynamisaient réellement, les guerriers des temps modernes, étaient les entrepreneurs, non de quelconques gestionnaires, mais des innovateurs animés par un état d'esprit conquérant, ayant le courage d'imposer la nouveauté à un milieu hostile. L'œuvre de Schumpeter est un hymne à la destruction créatrice, à l'innovation sous tous ses aspects. Le profit devient la rémunération de l'innovation. Mais l'innovation, estime-t-il, est devenue routinière, faite par des équipes dans de très grandes firmes, les innovateurs ne viennent plus renouveler la classe bourgeoise, la propriété se socialise dans les sociétés anonymes ; la bourgeoisie ne jouant plus son rôle, le capitalisme ne pourra pas survivre. L'erreur était de prendre la fin d'une forme de capitalisme pour la fin du capitalisme. Elle fut largement partagée entre 1930 et 1950 par les tenants de la thèse de la « maturité du capitalisme ».

Schumpeter comprend aussi le rôle du crédit dans le processus d'innovation. Il n'est plus là seulement pour lisser les déséquilibres spatio-temporels, mais pour financer la mise en œuvre industrielle de la nouveauté. Ce risque n'est pas pris par l'innovateur, mais par le financier qui l'accompagne (les duettistes Watt et Boulton en sont l'archétype). L'assomption des risques devient cependant l'essence de l'esprit capitaliste. F. Knight, on le sait, légitime le profit par cette prise de risque.

Dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Cantillon avait compris que l'entrepreneur, à l'instar du fermier (faut-il rappeler qu'il ne s'agit pas seulement de l'exploitant agricole, mais aussi des fermiers généraux ?) est celui qui prend *ferme*, c'est-à-dire qui fait l'avance à prix certain de la rente, des salaires, des matières premières... pour tirer son profit d'une vente à un prix incertain. Il y a donc un risque noble (risquer sa vie sur le champ de bataille) et un risque roturier : en matière d'argent, le propriétaire aristocrate s'assure (il touche une rente certaine) et l'entrepreneur bourgeois assume le risque. De même, le roi assure ses recettes fiscales en les cédant à un prix donné au fermier général qui prend sur lui le risque de les voir s'avérer plus faibles, ou ... plus fortes. Le profit devient un gain sur le temps incertain, celui qui appartenait à Dieu. Pour nous résumer, avant les Temps modernes, on ne peut légitimement gagner sur l'aléa, littéralement *un coup de dés*, mais on doit assumer les risques. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, il devient possible de gagner *par* la prise de risque, mais on peut s'assurer contre ces risques (s'ils ne sont pas de son fait). D'où l'intérêt pour les probabilités, l'espérance

mathématique<sup>14</sup> et la naissance de l'assurance moderne.

Mais les théoriciens de l'économie sont des *tardi venisti*, eux aussi sont comme la chouette de Minerve, ils ne s'envolent que lorsque le soleil se couche. La réalité de l'entrepreneur – innovateur est évidemment beaucoup plus précoce que sa théorisation schumpetérienne ! Si on admet (avec Schumpeter) que la découverte de nouveaux mondes est une innovation majeure, il faut remonter aux Grandes découvertes, aux navigateurs génois, portugais et espagnols, à Colomb... Sans parler de l'imprimerie, donc, classiquement, à partir des Temps modernes. Mais la prise en main de l'esprit d'innovation par le capital s'est faite en plusieurs étapes. La deuxième date de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est la Révolution industrielle, (d'où une certaine fascination par Watt et la machine à vapeur) et les innovations sociales qui la préparent. Attention cependant, si les pratiques innovatrices bouleversent l'économie, produisent cette rupture qu'est le *Factory System*, l'esprit d'innovation est loin d'être dominant (l'idée très générale est d'ailleurs que la meilleure façon de se ruiner, c'est l'industrie). Cet esprit se développe tout au long du siècle, et ce n'est que lors d'une troisième étape qu'il devient dominant, avec la seconde révolution industrielle, les années 1880 – 1914, le temps de Pasteur, d'Edison et de Ford...

### **Et maintenant ? Une crise de l'esprit**

Avec la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies et l'économie de la santé, l'économie de la connaissance, nous sommes encore dans le paradigme capitaliste où règne les valeurs d'un monde constamment changeant, qui révolutionne ses bases, Mais l'esprit est atteint. Le paradigme innovateur, celui des Lumières, celui qui se développe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, qui est triomphant à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle perd ses bases sociales. Le changement n'est plus pensé comme progrès, l'innovation fait peur, comme elle faisait peur au temps de William Shakespeare.

On dira que les hommes ont peur du changement parce qu'ils en souffrent. Ils en souffraient aussi au début du XIX<sup>e</sup> lors des ruptures si coûteuses socialement de la Révolution industrielle, ils en souffraient à la fin de ce même siècle et au début du XX<sup>e</sup> avec les innovations plurielles qui s'accompagnèrent d'un prodigieux enrichissement des « rois » des affaires et autres *tycoons*, et d'un affaissement des revenus des chômeurs, des nouveaux pauvres d'alors, et que dire de la grande crise des années trente... Mais ils espéraient que leurs souffrances seraient éliminées par ... le changement à la fois technique et social, par le progrès, y compris par une sortie du capitalisme qui était pensée comme un dépassement progressiste de ce mode de production. Ce n'est plus le cas. Il est difficile de dire s'il s'agit d'un refroidissement temporaire ou d'une rupture pluriséculaire. Mais l'ancien esprit progressiste, innovateur semble avoir perdu une partie de son souffle. Et ce n'est pas sans conséquences morales.

Le capitalisme n'est pas dépourvu de morale. Certains philosophes, à petits frais, nous expliquent que l'économie, ou le capitalisme, est amoral et qu'elle est efficace pour cela (cf. A. Comte-Sponville). C'est en partie inexact. Dans les relations entre entreprises, entre hommes d'affaires, il est une morale, au moins une morale utilitaire, aux effets sinon immédiats, du moins rapides dans la mesure où la confiance reste indispensable. La morale utilitaire s'étend aux relations de l'entreprise aux salariés, aux citoyens ; même si la sanction ici est à plus longue portée, elle est cependant souvent à l'œuvre.

L'esprit du capitalisme sous ses deux aspects a donné naissance à deux types de morale, chacune à la fois individuelle et sociale. Ils sont aujourd'hui en crise. Une crise « spirituelle » ?

On reconnaît aisément la morale de la face puritaine de l'esprit du capitalisme. Sur le plan

---

<sup>14</sup> Déjà Pascal, il est vrai janséniste et fils d'un fermier général, proposait aux mondains de ses amis son célèbre pari fondé sur l'espérance mathématique.

individuel, cette morale bourgeoise suppose une vie honnête, droite (une forme nouvelle de la « vie bonne »), l'abstinence des jouissances. Sur le plan social, il s'agit d'une morale de la responsabilité envers la famille, les actionnaires, les salariés, la Cité.

Une morale est présente également du côté de l'esprit innovateur et de l'assomption des risques. Sur le terrain individuel, elle est une morale de l'homme d'exception capable de briser les conventions sociales et les traditions. Elle a d'ailleurs un aspect aristocratique (l'innovateur est rapproché par Schumpeter du guerrier). Assumer les risques de son fait, telle est la « loi » du genre. Les joueurs eux-mêmes n'assument-ils pas très généralement leurs pertes alors même que la loi ne les protège pas ; une forme de morale, elle aussi en partie utilitaire (il s'agit de ne pas être ostracisé). Sur le terrain social, l'innovateur est le moteur du progrès pour le bien de la Cité, de l'humanité. Il apporte aux hommes les Lumières et le bien-être. L'entrepreneur remplit une fonction nécessaire et la classe bourgeoise est dynamisée par l'entrée en son sein de ces hommes nouveaux ; le capitalisme en est consolidé, légitimé même (au point, redisons-le, que l'on ne pouvait penser que son dépassement dans une direction encore plus productiviste, encore plus innovatrice).

Aujourd'hui ces deux morales sont atteintes. D'une part, la croyance aux vertus du progrès que les grands capitaines d'industrie mettaient en œuvre est profondément atteinte. D'autre part, l'avidité est devenu un système. Les salaires et les stock-options exorbitants de PDG, les parachutes dorés qui s'accompagnent parfois de licenciements massifs sont un poison qui dissout la société, corrompt l'économie, fait détester l'entreprise et particulièrement ces grandes entreprises indispensables à la croissance, fait haïr le libéralisme, risque de détacher les hommes de la démocratie, brise le lien social. Le scandale se fait majeur lorsque ces avantages sont obtenus par ceux-là même qui sont responsables de l'échec de l'entreprise, des pertes capitalistes, des licenciements de salariés. Où est la morale de celui censé assumer les risques lorsqu'il s'est assuré contre les conséquences négatives de ses propres échecs et les reporte sur les autres grâce à toute une série de collusions ?

À la fin du *Dictateur* de Chaplin, le sosie d'Hitler/Hynkel, le petit coiffeur juif, fait un discours. Destiné à un public américain au début de la guerre, il condamne la terreur national-socialiste, mais en appelle surtout à un monde nouveau, libre et meilleur opposé au capitalisme caractérisé par ce mot qui rythme le discours, *greed*, l'avidité : « *Greed has poisoned men's souls; has barricaded the world with hate; has goose-stepped us into misery and bloodshed.* »